



State of Illinois
Department of Human Rights

IDHR



Heures d'ouverture
du lundi au vendredi
de 08:30-17:00

(pas d'interviews d'admission le vendredi)

Chicago

Centre James R. Thompson
100 W. Randolph St., Suite 10-100
Chicago, IL 60601
312-814-6229 (Admission logement)
866-740-3953 (TTY)

Springfield

222 South College St., Salle 101A
Springfield, IL 62704
217-785-5100
866-740-3953 (TTY)

Marion

2309 W. Main St.
Marion, IL 62959
618-993-7463

En conformité avec la loi des américains handicapés, section 504 de la loi sur la Réhabilitation de 1973, et de la loi sur les droits de l'homme de l'Illinois, le département des droits de l'homme fera en sorte que tous les programmes soient facilement accessibles et utilisables par des personnes qualifiées ayant un handicap. Le coordinateur ADA peut vous fournir des informations supplémentaires sur les exigences de conformité, au (217) 785-5119 (voix) ou (866) 740-3953(ATS).

ILLINOIS DEPARTMENT OF
Human Rights

www.illinois.gov/dhr
800-662-3942

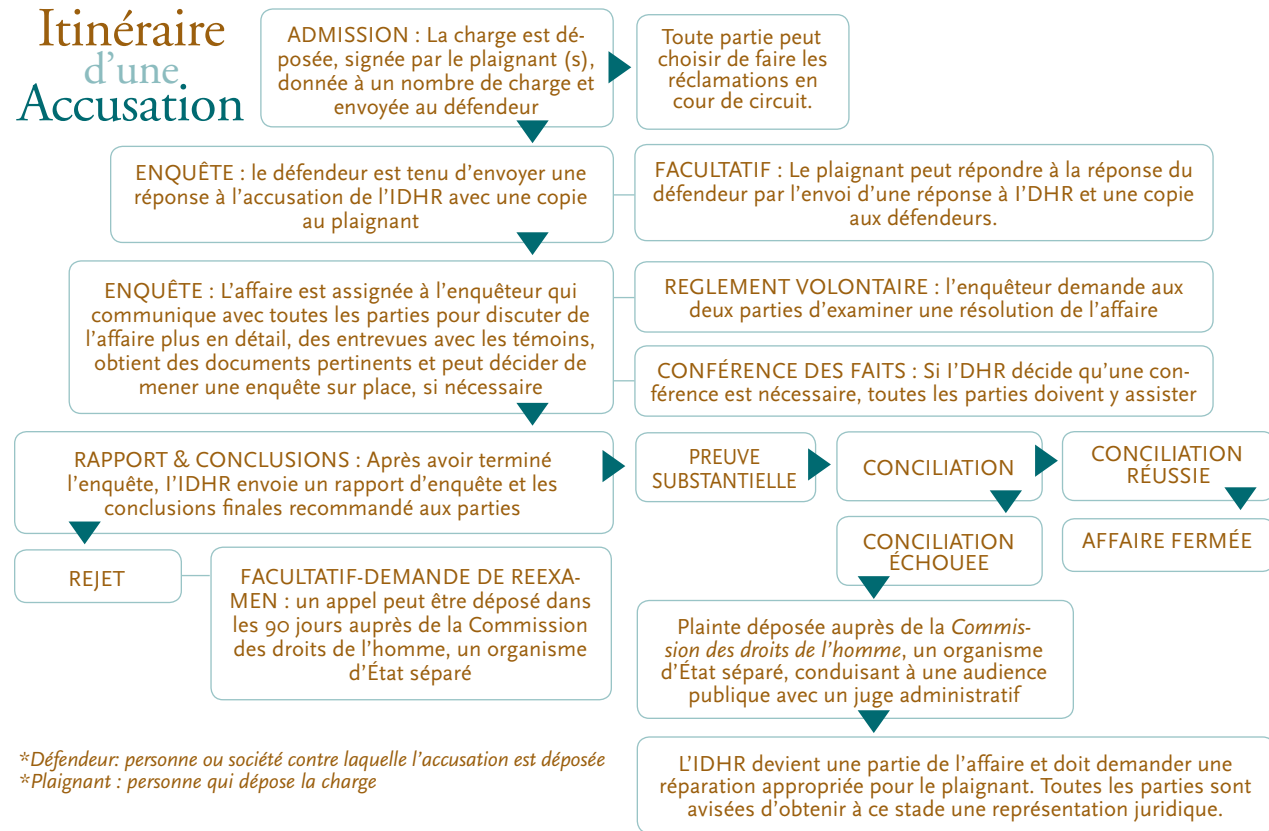
Imprimé par l'Autorité de l'Etat de l'Illinois avec un financement du département américain du Logement et du Développement Urbain

WBE/DBE Printedgreen™ utilisant du pétrole libre, sans toxine, matériel de base 100 % naturel

03-2012FHFRE

ILLINOIS DEPARTMENT OF
Human Rights

Itinéraire d'une Accusation



*Défendeur: personne ou société contre laquelle l'accusation est déposée
*Plaignant : personne qui dépose la charge

Département des droits de l'homme de l'Illinois Procédures pour les cas de logement

Le département des droits de l'homme de l'Illinois (IDHR) est l'organisme d'Etat chargé de l'application de la loi de l'Illinois sur les droits de l'homme. Le rôle de l'IDHR est de mener une enquête NEUTRE et EQUITABLE sur les allégations de discrimination déclarées dans une accusation. Le personnel IDHR ne suggère pas des raisons pour déposer des accusations, mais aborde les différents types de discrimination et explique les procédures de dépôt d'une accusation.

L'IDHR représente les intérêts de l'Etat dans l'élimination des pratiques discriminatoires de logement. Cependant, nous ne pouvons pas donner de conseils juridiques ou représenter une des parties. Les avocats ne sont pas nécessaires, mais si vous voulez bénéficier d'une représentation juridique, vous devez vous-même obtenir votre propre avocat. Si vous n'avez pas d'avocat, vous pouvez venir avec un ami ou un parent pouvant vous conseiller ou vous donner un soutien moral. Vous pouvez aussi obtenir l'aide d'un interprète si nécessaire.

Toutes les parties doivent collaborer à l'enquête et fournir des documents pertinents et des renseignements facilement disponibles sur les témoins. À l'issue de l'enquête, l'IDHR enverra aux parties une copie du rapport de l'enquêteur résumant les informations obtenues et les conclusions recommandées qu'il s'agisse de classer l'affaire ou d'indiquer des preuves substantielles d'une violation de la Loi.

Si l'IDHR rejette l'affaire, le plaignant peut déposer une demande de révision dans les 90 jours et faire appel auprès de la Commission des droits de l'homme de l'Illinois, un organisme d'Etat séparé.

Si le plaignant obtient gain de cause auprès de la Commission des droits de l'homme, le juge peut ordonner des mesures correctives, y compris un allègement monétaire et non monétaire, des sanctions civiles, des honoraires d'avocats et autres frais.

Qu'est-ce qu'un logement équitable ?

Le but de cette brochure est de vous informer sur votre droit à l'égalité d'accès au logement (recherche, achat, vente ou location), ainsi qu'à votre droit de choisir où vous voulez vivre, et bénéficier de l'utilisation de vos installations sans vous sentir intimidés ou victimes de discrimination par les propriétaires, locataires, agents immobiliers ou courtiers, évaluateurs à domicile, établissements de crédit, compagnies d'assurance, associations condo ou logement, villes ou municipalités, journaux, ou toute autre personne.

Exemples de discrimination de logement

Si vous avez entendu les phrases suivantes lors d'une location ou de l'achat d'une maison, il est possible que vous ayez été victimes de discrimination de logement.

- Laissez-moi vous montrer un quartier où il y a plus de gens comme vous.
- Votre anglais est mauvais ! Vous ne pouvez pas louer ici.
- Les enfants ne sont pas autorisés !
- Vous ne pouvez pas construire une rampe d'accès pour votre fauteuil roulant sur la propriété.
- Désolé, l'unité vient juste d'être louée.
- Nous n'avons pas de politique « d'animaux », peu importe s'il est question d'un animal de service ou de soutien



Comment me protéger?

La Loi sur les droits de l'homme de l'Illinois est une loi interdisant la discrimination fondée sur l'une des catégories protégées suivantes :

Race

Couleur

Religion

Origine nationale

Sexe (*y compris le harcèlement sexuel*)

Personnes handicapées (*ayant une déficience physique ou mentale, ou une perception de ce type*)

Statut familial (*ménages avec enfants de moins de 18, femmes enceintes, ou en voie d'obtenir la garde légale d'un mineur*)

Age (*40 ans ou plus*)

Ancêtre

État matrimonial (*célibataire, marié, veuf, divorcé, séparé*)

Orientation sexuelle (*hétérosexualité réelle ou perçue, homosexualité, bisexualité ou tendances sexuelles*)

Ordre de statut de Protection (*pour les victimes de violence familiale*)

Actes illégaux en vertu de la Loi

Il est illégal pour les propriétaires, locataires, agents immobiliers ou toute autre personne s'engageant dans une transaction immobilière de prendre une de ces actions fondées sur une classe protégée :

- Refuser de louer ou de vendre un logement
- Définir des termes, conditions ou privilèges différents pour la vente ou la location d'une maison
- Nier la disponibilité d'une propriété pour l'inspection, la location ou la vente
- Refuser de fournir des logements raisonnables ou de permettre à une personne handicapée d'y apporter des modifications raisonnables
- Intimider, menacer ou interférer avec quiconque souhaitant déposer une plainte de logement équitable ou exerçant leur jouissance de logement

Comment déposer une accusation de discrimination de logement

Si vous soupçonnez une discrimination de logement, tenez un registre de toutes les réunions et appels téléphoniques avec les propriétaires, gestionnaires de biens, agents immobiliers, agents de crédit, etc, y compris les noms, adresses, recettes et notes sur ce qui a été dit.

Contactez notre bureau le plus tôt possible (au plus tard un an après la survenue de la discrimination) et faites part de vos préoccupations à un membre du personnel de logement.

Vous devrez remplir une fiche d'information plaignant (CEI), soit en personne ou par courrier. Si vos allégations sont couvertes en vertu de la Loi des droits de l'homme de l'Illinois, une accusation sera rédigée pour votre signature.

Que se passe-t-il une fois la charge déposée?

L'IDHR assignera l'affaire à un enquêteur qui vous interviewera ainsi que les autres parties pour obtenir des documents pertinents. Dans de nombreux cas, l'enquêteur sera en mesure d'aider les parties à régler la question, souvent dans les 100 jours du dépôt de l'accusation. Si l'affaire ne peut être résolue, l'IDHR mènera une enquête approfondie pour déterminer s'il existe une preuve substantielle à l'appui dans votre cas.